



LA CONSERVATION DE LA DYNAMIQUE SOCIALE
dans *On the Constitution of the Church and State*
de Samuel Taylor Coleridge (1772-1834)

Martine Montandon

Université Paris III

C'est en 1829 que Coleridge publie *On the Constitution of the Church and State*,¹ ouvrage dans lequel il expose sa vision de l'État et des relations constitutionnelles idéales entre l'Église et l'État.

Alors âgé de cinquante-sept ans, Coleridge est reconnu par ses contemporains pour son œuvre poétique, mais aussi pour ses écrits philosophiques. Selon lui, la recherche philosophique et la création littéraire sont liées et il est convaincu qu'un grand poète doit aussi être un philosophe.² Son intérêt pour l'évolution de la société et pour les questions de philosophie politique s'est manifesté dès ses études à *Jesus College* à Cambridge et ces questions l'ont toujours inspiré. Ses interventions ont revêtu des formes très diverses : il a donné des conférences, écrit des articles, fondé des journaux, tenu des carnets, entretenu une riche correspondance, accordé de nombreux entretiens et composé plusieurs ouvrages de poésie mais aussi de prose dont le plus connu *Biographia Literaria*, publié en 1817, est à la fois une autobiographie, une œuvre de critique littéraire et de réflexion philosophique. C'est dans *On the Constitution of the Church and State*, dernier ouvrage publié de son vivant, qu'il présente la forme la plus élaborée de ses idées politiques.

C'est John Stuart Mill qui dans son article *Coleridge*³ a mis en évidence la richesse et la diversité de la pensée de Coleridge, le considérant, avec

¹ S.T. Coleridge, *On the Constitution of the Church and State* (1830), dans *The Collected Works of Samuel Taylor Coleridge*, dir. Kathleen Coburn et John Colmer (Londres : Routledge & Kegan, 1976) vol. 10.

² « No man was ever yet a great poet, without being at the same time a profound philosopher ». S.T. Coleridge, *Biographia Literaria* (1817) dans *Samuel Taylor Coleridge, The major Works* (Oxford : O.U.P., 2000) 324.

³ Publié pour la première fois à Londres dans le *London and Westminster Review* en mars 1840, cet article est reproduit dans : J. S. Mill & J. Bentham, *Utilitarianism and Other Essays*, ed. Alan Ryan (Harmondsworth : Penguin Books, 1987) 177-226.

Bentham, comme l'un des deux esprits les plus féconds du XIX^e siècle et louant son absence de sectarisme.

La première édition, publiée en décembre 1829, a été remaniée et suivie d'une autre édition, dès janvier 1830, qui constitue le texte de référence. L'ouvrage a été rédigé à partir de 1825, dans le contexte des projets de loi d'émancipation des catholiques, mais n'a été publié qu'après l'adoption du dernier projet. En raison de l'union avec l'Irlande en 1801, plusieurs projets de loi furent présentés en vue d'accorder aux catholiques les mêmes droits civiques qu'aux protestants et notamment ceux de siéger au Parlement, d'occuper certains postes officiels et de fréquenter les universités. Mais ces projets furent d'abord repoussés par le Parlement et par le roi George III, surtout par crainte d'une ingérence du pape dans les affaires de l'État, et l'émancipation ne fut finalement concédée qu'en 1829 par le gouvernement Wellington, sous George IV, pour des raisons conjoncturelles, afin d'éviter des risques de soulèvement en Irlande au moment des élections. Une année auparavant, en 1828, l'émancipation avait été accordée aux Protestants dissidents.

C'est parce que Coleridge estime que l'Église anglicane — Église établie, mais contestée — dont le roi est le chef risque d'être encore affaiblie par ces nouvelles mesures, et avec elle les institutions anglaises, qu'il redéfinit les relations Église-État. Il se déclare, d'un point de vue doctrinal, favorable à l'émancipation mais insiste, sur le plan politique, sur le rôle essentiel de l'Église d'Angleterre dans la préservation des institutions.

Ses prises de position en faveur de l'Église anglicane ont inspiré d'autres auteurs, de tendances très diverses, notamment F. D. Maurice (1805-1872), socialiste chrétien, pour qui l'Église doit élargir ses bases et se rapprocher du peuple mais aussi, avec une vision plus élitaire, Matthew Arnold, qui, dans *Culture et Anarchy* (1869),⁴ reprend la définition de la culture comme développement harmonieux, ainsi que T. S. Eliot dans *The Idea of a Christian Society* (1939).⁵

On retrouve aussi l'inspiration de Coleridge et sa critique des maux de la société industrielle chez Carlyle dans un article intitulé *Signs of the Times* (1829)⁶ et dans *Past and Present* (1843).⁷

Des hommes politiques, et non des moindres, se sont aussi inspirés de Coleridge, et on rencontre certaines de ses idées chez deux rivaux, chez Gladstone dans *The State in Its relation with the Church* (1838)⁸ et chez Disraeli dans *Sybil or The Two Nations* (1845)⁹ avec l'objectif de créer un sentiment d'unité et d'appartenance.

Je voudrais montrer que l'approche de Coleridge de la notion de conservation se fonde sur une vision dynamique de la constitution et de

⁴ Matthew Arnold, *Culture and Anarchy, and other Writings* (Cambridge : C.U.P., 1993).

⁵ T. S. Eliot, *The Idea of a Christian Society* (Londres : Faber and Faber, 1939).

⁶ Thomas Carlyle, *Signs of the Times*, dans *Critical and Miscellaneous Essays* (1829 ; Londres : Chapman and Hall, 1888) 230-52.

⁷ Thomas Carlyle, *Past and Present*, (1843 ; Londres: J. M. Dent and sons, 1960).

⁸ W. E. Gladstone, *The State in its Relation with the Church* (1838 ; Londres : J. Murray, 1841).

⁹ Benjamin Disraeli, *Sybil, or the two Nations* (1845 ; Oxford : O.U.P., 1998).

l'État qui met en valeur l'importance du rôle culturel de l'Église dans la pérennité des institutions.

Une vision dynamique de la constitution et de l'État

Dès le premier chapitre, Coleridge indique qu'il n'a pas l'intention de présenter un historique de la constitution anglaise, ni de dresser un catalogue de toutes les constitutions existantes mais qu'il va traiter de l'idée de constitution, en tant que principe. L'histoire de la constitution peut ainsi être interprétée comme la manifestation de l'idée de constitution à travers le temps ; elle se présente sous des formes diverses, partielles et imparfaites, plus ou moins éloignées, selon les époques, du modèle de référence.¹⁰

Dans cette approche, évidemment imprégnée de sa connaissance des œuvres de Platon, de Kant et de Spinoza, Coleridge prend soin de préciser sa vision de la constitution comme une idée qui se définit « par la connaissance de son ultime objet »¹¹ et de distinguer idée et conception : la conception « consiste en un acte conscient de l'entendement »¹² qui inclut un objet dans une catégorie donnée tandis que l'idée est une réalité qui ne peut être saisie par l'entendement mais seulement par l'intervention d'une faculté supérieure, la raison. L'idée est antérieure à l'expérience, elle est vivante et productrice, elle précède les événements qu'elle contribue à produire :

Nous parlons et nous avons le droit de parler de l'idée comme de quelque chose dont l'existence est réelle, c'est-à-dire comme d'un *principe* doué de la seule forme d'existence possible pour un principe : dans l'esprit et dans la conscience des personnes dont il prescrit les devoirs et définit les droits.¹³

Cette influence peut s'exercer de manière inconsciente :

Une telle connaissance, ou sens, peut très bien exister et exercer une grande influence sur les pensées et les actes de quelqu'un sans qu'il en soit clairement conscient et, en outre, sans qu'il soit capable de l'exprimer par des mots précis.¹⁴

Coleridge illustre ses propos par l'idée du contrat social qu'il ne considère pas comme un fait historiquement daté mais comme un « contrat social en création permanente »,¹⁵ fondé sur le principe que les contractants sont des personnes et non des choses : ils ne doivent pas être utilisés comme

¹⁰ Conception toute différente de celle de Condorcet et de Godwin qui croyaient au développement unilinéaire de l'idée de progrès.

¹¹ « ...by the knowledge of its ultimate aim » [Coleridge 12].

¹² « ...consists in a conscious act of the understanding » [Coleridge 13].

¹³ « We speak, and have a right to speak, of the idea itself, as actually existing, *i.e.*, as a *principle*, existing in the only way in which a principle can exist, in the minds and consciences of the persons, whose duties it prescribes, and whose rights it determines. » [19]

¹⁴ « [...] this knowledge, or sense, may very well exist, aye, and powerfully influence a man's thoughts and actions without his being distinctly conscious of the same, much more without his being competent to express it in definite words. » [12]

¹⁵ « an ever-originating social contract. » [15]

des moyens d'atteindre une fin mais leur intérêt doit être inclus dans cette fin.

Coleridge définit ensuite la constitution comme un attribut de l'État qui dépend de l'idée que l'on se fait de l'État. Il distingue deux sens différents du mot État, l'un au sens strict, dans lequel Église et État sont opposés, l'autre au sens large, synonyme de royaume et de nation, qui inclut l'Église.

L'État, au sens strict, est défini comme un « corps politique qui détient en lui même le principe de son unité [...] par équilibre et par interdépendance de ses forces ».¹⁶ Les deux forces en présence sont la force de permanence et la force de progression. La permanence est représentée par l'Intérêt foncier (*Landed Interest*) qui regroupe les propriétaires fonciers, attachés à la terre, aux titres héréditaires et à la tradition, tandis que la progression est représentée par l'Intérêt des Personnes (*Personal Interest*) qui comprend les membres des classes industrielles et commerciales et qui favorise la progression d'un état dans les arts et les commodités de la vie, dans la diffusion des informations et de la connaissance, dans les droits et les privilèges des citoyens. Ces deux forces sont relatives à la propriété, propriété foncière et propriété commerciale, et sont représentées dans la Chambre des Lords et dans la Chambre des Communes. A la tête du Parlement siège le roi qui représente et garantit l'unité de l'État.

Les forces de permanence et de progression ne sont pas contraires mais opposées, elles s'affrontent sans s'anéantir. C'est même la confrontation incessante de ces deux forces qui va entretenir une dynamique d'évolution des institutions qui assurera leur pérennité. L'équilibre ne peut avoir lieu que si chacune d'elles est active, que si elles sont interdépendantes et se soutiennent mutuellement.¹⁷

Il s'agit là d'un équilibre théorique qui, selon Coleridge, se trouve concrètement menacé. Il reproche en effet à l'Intérêt foncier (*Landed Interest*) de ne plus exercer son rôle, de se laisser gagner par « l'esprit de commerce » et de défendre ses intérêts particuliers plutôt que d'assumer sa mission d'intérêt général. Coleridge regrette notamment l'attitude protectionniste des propriétaires fonciers qui, dans les débats concernant les lois sur les grains, contribuent à maintenir les grains à un prix élevé afin d'augmenter le niveau de la rente foncière.

Il remarque que la conception de la société comme un agrégat d'individus producteurs et consommateurs de biens et services n'est pas suffisamment génératrice de lien social ni de cohésion. Dans le chapitre sept, intitulé « Regrets et appréhensions » il déplore les effets nocifs de

¹⁶ « of a body politic, having the principle of its unity within itself [...] by equipoise and interdependency. » [23]

¹⁷ John Barrell, dans une introduction très éclairante de son édition de *On the Constitution of the Church and State*, (Londres : J. M. Dent & Sons, 1972, indique que cette conception trouve son origine dans la loi d'équilibre formulée par James Harrington que Coleridge admirait beaucoup, ainsi que chez Edmund Burke, qui considérait les deux principes de « conservation et de correction » comme des forces déterminantes dans l'histoire de la constitution anglaise.

l'industrialisation et de la politique économique récente, et dresse un catalogue de critiques :

Dois-je poursuivre mon chapitre d'exemples indicatifs? Les lois sur la chasse, les lois sur les grains, sur les filatures de coton, les lois de Spitalfields, les cultivateurs de la terre payés par les impôts paroissiaux, et le reste de la population mécanisé en engins à produire de nouveaux riches : voilà la machine à produire la richesse de la nation qui se forme à partir de la misère, de la maladie et de la dépravation de ceux qui devraient constituer la force de la nation. La maladie, dis-je, et le vice alors que les roues tournent à plein régime mais, dès le premier arrêt, la machine magique à fabriquer de la richesse se transforme en un fardeau intolérable de paupérisme.¹⁸

Coleridge n'hésite à qualifier la politique du gouvernement de « Cyclope à un seul œil, et, qui plus est, planté derrière la tête ! »¹⁹ et considère que tous ces dysfonctionnements sont dus à la domination de la science empirique, au triomphe de l'utilitarisme et au succès de la nouvelle science économique.

Pour lutter contre cette prépondérance et pour rétablir l'équilibre, il faut redonner de l'influence à l'Intérêt Foncier, grâce à l'intervention d'une troisième force, l'Église nationale appelée « *clerisy* », néologisme forgé par Coleridge à partir du grec.²⁰ Ce corps comprend les savants de toutes dénominations et inclut le clergé mais aussi des laïques, érudits, artistes, et membres éminents des professions libérales. Il constitue « le troisième état vénérable du royaume » et joue un rôle clé, celui de « garantir et d'améliorer cette civilisation sans laquelle la nation ne pourrait être ni permanente ni progressive ».²¹

Le rôle culturel de l'Église ou clerisy

Alors que le l'Intérêt Foncier et l'Intérêt des Personnes représentent les intérêts des propriétés individuelles, la *clerisy* s'adresse à chacun des membres de la société, individuellement, en tant que personne. Elle doit être autonome financièrement afin de ne pas dépendre du Parlement et de constituer une troisième force distincte. Des fonds propres doivent donc être mis à sa disposition sous la forme de Biens Nationaux, cette réserve étant dénommée *Nationalty* et administrée par des mandataires de l'Église

¹⁸ « Shall I proceed with my chapter of hints? Game Laws, Corn Laws, Cotton Factories, Spitalfields, the tillers of the land paid by poor-rates, and the remainder of the population mechanized into engines for the manufactory of new rich men, yea, the machinery of the wealth of the nation made of the wretchedness, disease and depravity of those who should constitute the strength of the nation! Disease, I say, and vice, while the wheels are in full motion; but at the first stop the magic wealth-machine is converted into an intolerable weight of pauperism! » [Coleridge 63].

¹⁹ « State-policy, a Cyclops with one eye, and that in the back of the head! » [Coleridge 66].

²⁰ Ce mot, forgé par Coleridge, à partir du grec, *kleros*, et du latin, *clerus*, figure dans l'*Oxford English Dictionary*, mais n'a pas d'équivalent en français.

²¹ « to secure and improve that civilization, without which the nation could be neither permanent nor progressive. » [44]

Nationale.²² Cette propriété collective sera gérée en vue de l'intérêt général et utilisée en vue de « perpétuer, promouvoir et accroître la civilisation de la nation ».²³

La *clerisy* est à la fois hiérarchisée et omniprésente car la conception du rôle des clercs est doublement fondée sur un approfondissement des connaissances et sur la diffusion du savoir dans l'ensemble de la population :

Une certaine minorité devait demeurer aux sources des humanités afin de cultiver et de développer le savoir déjà acquis et de veiller aux intérêts des sciences physiques et morales, afin d'instruire ceux qui constituaient ou qui devaient constituer la plus grande partie de cet ordre. Ces derniers, qui formaient un corps bien plus nombreux, devaient se répartir à travers tout le pays afin de ne laisser aucune partie constituante, ou division, si petite fût-elle, sans un guide, un gardien ou un instructeur qui y résident.²⁴

La *clerisy* veille à la conservation du savoir et éduque une population qui, devenue consciente de ses droits et de ses devoirs, constitue pour Coleridge la plus grande richesse du pays et la meilleure garantie de préservation, un rempart contre le désordre et le chaos.

Cet ordre, dans son ensemble, avait pour objets et pour intention finale de conserver les acquis et de garder les trésors de la civilisation passée et ainsi de lier le présent au passé, de la parfaire et de l'augmenter et ainsi de rattacher le présent au futur, mais, tout spécialement, de diffuser à travers toute la communauté, ainsi qu'à tout habitant ayant un titre de bénéficiaire de ses lois et de ses droits, cette quantité et cette qualité de savoir indispensables à la fois à la compréhension de ces droits et à l'accomplissement des devoirs correspondants ; enfin, de garantir à la nation, sinon une supériorité sur les États voisins, du moins une égalité dans ce qui caractérise la civilisation en général et qui, de même que les flottes, les armées et le revenu fiscal, et peut-être même plus encore, forme le fondement de sa puissance offensive et défensive.²⁵

²² Il s'agit en fait d'une restitution des biens du clergé qui avaient été confisqués par Henri VIII.

²³ « perpetuating, promoting and increasing the civilization of the nation. » [50]

²⁴ « A certain smaller number were to remain at the fountain heads of the humanities, in cultivating and enlarging the knowledge already possessed, and in watching over the interests of physical and moral science ; being, likewise, the instructors of such as constituted, or were to constitute, the remaining more numerous classes of the order. This latter and far more numerous body were to be distributed throughout the country, so as not to leave the smallest integral part or division without a resident guide, guardian, and instructor ; »[43]

²⁵ « The objects and final intention of the whole order being these : to preserve the stores, to guard the treasures, of past civilization, and thus to bind the present with the past; to perfect and add to the same, and thus to connect the present with the future; but especially to diffuse through the whole community, and to every native entitled to its laws and rights, the quality and quantity of knowledge which was indispensable both for the understanding of those rights, and for the performance of the duties correspondent. Finally, to secure for the nation, if not a superiority over the neighbouring states, yet an equality at least, in that character of general civilization, which equally with, or rather more than, fleets armies, and revenue, forms the ground of its defensive and offensive power. » [43-44]

Dans une formule frappante, Coleridge déclare : « Nous devons être hommes pour être citoyens ».²⁶

L'éducation n'est pas définie comme une acquisition de connaissances ou de savoir-faire qui permettent à l'individu d'obtenir les objets qu'il désire mais comme une activité fondée sur la culture c'est à dire sur « le développement harmonieux de ces qualités et de ces facultés qui caractérisent notre *humanité* ».²⁷ Coleridge exprime aussi cette idée en d'autres termes : il s'agit de développer en l'homme ce qu'il a de « potentiellement divin »,²⁸ les deux notions se rejoignant puisque, selon lui, la conscience de soi mène à Dieu et à la religion.

C'est la théologie qui est la première des sciences parce qu'elle constitue « la racine et le tronc des connaissances qui ont civilisé l'homme, parce qu'elle a conféré une unité et une sève vitale à toutes les autres sciences »²⁹ et surtout parce que « relèvent de la théologie ces vérités fondamentales qui sont le lieu de formation commun de nos devoirs civiques et religieux ».³⁰ Elle inclut notamment la philosophie, considérée comme la doctrine et la discipline des idées, qui doit être connue de ceux qui seront appelés à exercer des responsabilités :

Mais l'existence d'une véritable philosophie, ou le pouvoir et l'habitude de contempler des éléments particuliers dans l'unité et dans le miroir originel de l'idée, voilà qui, chez les gouvernants et les docteurs d'une nation est indispensable à un solide enracinement de la religion dans toutes les classes de la société.³¹

Dans un contexte historique où la philosophie est l'apanage des classes les plus élevées et où l'accès du peuple à la culture passe par la religion et la morale, Coleridge, toujours à la recherche du lien social, souhaite que cet endoctrinement inévitable soit du moins fondé sur une étude approfondie de la philosophie. La lecture de la Bible, riche en symboles, en métaphores et en allégories, et la pratique des rites religieux, seront susceptibles de faire passer un message et de transmettre des connaissances difficilement accessibles.

Par cet enseignement, la *clerisy* joue un rôle de médiation entre l'État et le peuple, elle transmet au peuple des valeurs et des modèles de comportement, elle canalise ainsi des énergies qui, autrement, risqueraient d'être une source de désordre. Elle entretient aussi une certaine espérance, un certain espoir de mobilité sociale en recrutant et en éduquant les individus les plus méritants, car elle :

²⁶ « We must be men in order to be citizens. » [43]

²⁷ « the harmonious development of those qualities and faculties that characterize our *humanity*. » [42-43]

²⁸ « to the potential divinity in every man. » [52]

²⁹ « the root and trunk of the knowledges that civilized man, because it gave unity and the circulating sap of life to all other sciences. » [47]

³⁰ « to divinity belong those fundamental truths, which are the common ground-work of our civil and our religious duties. » [48]

³¹ « But the existence of a true philosophy, or the power and habit of contemplating particulars in the unity and fontal mirror of the idea, this in the rulers and teachers of a nation is indispensable to a sound state of religion in all classes. » [69-70]

continue d'alimenter les rangs les plus hauts en élevant à partir du bas ceux qui en étaient les plus dignes, entretenant ainsi le principe d'espérance dans les familles les plus humbles tout en sauvegardant les possessions des riches et des nobles.³²

Il s'agit de donner au peuple un sentiment d'appartenance à la communauté, car ce n'est qu'en servant la communauté qu'il s'y intègre et se réalise :

Qu'il me soit donc permis de définir la cause finale de cet ensemble par la fonction et par l'objet de sa plus grande partie : former et préparer le peuple du pays à devenir des sujets obéissants, libres, utiles, organisables, des citoyens et des patriotes vivant pour le bénéfice de l'État et prêts à mourir pour le défendre.³³

La société est conçue comme un tout organique, une unité hiérarchisée, Coleridge compare souvent l'état à un « corps politique » et déclare que, dans tout le champ des possibilités du langage il n'y a pas de « métaphore, aussi adaptée, aussi féconde qui suscite autant de remarques éclairantes que celle de *corps politique* comme représentation d'un état ou d'un royaume ». ³⁴ S'opposant à ceux qu'il appelle des « démagogues », Coleridge s'oppose à une vulgarisation des connaissances :

Mais vous aspirez à une illumination *générale* : vous aiguillonneriez ainsi les extrémités inférieures de la société, vous éclaireriez les rangs plus élevés *per ascensum ab imis*. Vous commencez donc par tenter de *populariser* la science, mais vous ne parviendrez qu'à la rendre accessible à la *plèbe*. C'est folie que de songer à faire de tous, ou de beaucoup, des philosophes, ou même des hommes de science et de savoir systématique. Mais c'est un devoir et c'est la sagesse que de viser à rendre le plus grand nombre possible posément et durablement religieux; en effet, la moralité que l'État requiert de ses propres citoyens en vue de son propre bien-être et de son immortalité idéale, et sans relation avec leurs intérêts spirituels en tant qu'individus, ne peut exister pour le peuple que sous la forme de la religion.³⁵

³² « continues to feed the higher ranks by drawing up whatever is worthiest from below, and thus maintains the principle of Hope in the humblest families, while it secures the possessions of the rich and noble. » [74]

³³ « I may be allowed, therefore to express the final cause of the whole by the office and purpose of the greater part and this is, to form and train the people of the country to be obedient, free, useful, organizable subjects, citizens and patriots, living to the benefit of the state and prepared to die for its defence. » [54]

³⁴ « a metaphor so commensurate, so pregnant or suggesting so many points of elucidation, as that of *Body Politic* as the exponent of a state or realm. » [85]

³⁵ « But you wish for *general* illumination: you would spur-arm the toes of society: you would enlighten the higher ranks *per ascensum ab imis*. You begin therefore with the attempt to *popularize* science: but you will only effect its *plebification*. It is folly to think of making all, or the many, philosophers, or even men of science and systematic knowledge. But it is duty and wisdom to aim at making as many as possible soberly and steadily religious; inasmuch as the morality which the state requires in its citizens for its own well-being and ideal immortality, and without reference to their spiritual interests as individuals, can only exist for the people in the form of religion. » [69]

La religion a une fonction idéologique, elle rassemble, crée un sentiment d'appartenance qui favorise la cohésion et l'harmonie de l'ensemble de la nation :

In fine, la Religion, vraie ou fausse, est et a toujours été le centre de gravité de tout royaume, auquel toutes les autres choses doivent s'adapter et s'adapteront.³⁶

Cette conception du rôle de la religion n'est pas sans rappeler certains aspects de la pensée de Saint-Simon qui souhaitait confier le pouvoir spirituel aux savants dont il faisait une sorte de clergé laïque de la société industrielle et qui affirmait l'importance d'une idéologie commune :

Une société ne peut pas subsister sans idées morales communes ; cette communauté est aussi nécessaire au spirituel, que l'est, au temporel, la communauté d'intérêts. Or, ces idées ne peuvent être communes, si elles n'ont pas pour base une doctrine universellement adoptée dans l'édifice social ; cette doctrine est la clef de voûte, le lien qui unit et consolide toutes les parties.³⁷

Coleridge établit une distinction entre l'Église nationale, dont le rôle est temporel et l'Église du Christ qui n'est pas de ce monde.

Enfin, il exclut les membres du clergé catholique d'une appartenance éventuelle à l'Église Nationale pour deux raisons : en raison de leur allégeance au pape, souverain étranger, et à cause de l'obligation de célibat qui leur a été imposée. L'Église anglicane est ainsi confirmée dans son rôle : elle est un élément essentiel de la constitution de l'État au sens large.

Remarques et conclusions

Dans son approche critique des relations entre l'Église et l'État, Coleridge propose un modèle dynamique et organique de société qui semble évoluer d'elle-même, traversée par des idées-forces qui transcendent les consciences individuelles. En se référant au principe de polarité des forces opposées, il montre que les tensions ne sont pas fatalement destructrices mais que l'affrontement peut se révéler créateur d'un nouvel équilibre.

La conservation, ainsi envisagée, n'a rien de statique, elle est le résultat d'une dynamique incessante, d'un compromis toujours renouvelé entre permanence et progression.

Plus concrètement, Coleridge propose à l'Intérêt Foncier, ancré dans la tradition, de se ressourcer grâce à l'intervention de la *clerisy* afin de faire contrepoids à l'esprit de commerce trop envahissant. Il ne convient pas de l'éradiquer mais plutôt d'humaniser et de moraliser la société marchande. Il

³⁶ « In fine, Religion, true or false, is and ever has been the centre of gravity in a realm, to which all other things must and will accommodate themselves. » [70]

³⁷ Saint-Simon, *Du Système Industriel* (1822), dans *Ceuvres de Claude-Henri de Saint-Simon* (Paris : Éditions Anthropos, 1966) III, 51.

s'agit de remédier aux insuffisances de la société, sans bouleverser le tout, dans une attitude réformiste qui assure la continuité.

Dans une perspective plus novatrice, Coleridge met en avant le rôle de la culture et de la transmission du savoir dans la régulation des forces en présence et dans la cohésion de la société. Il substitue ainsi à la cassure entre gouvernants et gouvernés la présence d'un lien social entre le peuple et la *clerisy*. Ce lien n'est pas sans ambiguïtés, on peut craindre des dérives, et notamment l'endoctrinement ou la démagogie, mais on ne peut nier qu'il s'agit là d'un message porteur d'espoir émanant d'un poète philosophe et visionnaire qui affirme la réalité des idées et l'énergie créatrice de l'esprit.